

Monsieur le Président, en réponse à l'urgence sociale et à la barbarie, défendons un véritable « pacte de solidarité » !

Monsieur le Président, suite aux tragiques attentats de novembre, vous appeliez avec gravité à un « Pacte de sécurité ». Vous avez alors fait preuve d'une capacité de réaction rapide pour redresser la nation touchée. Cela était absolument nécessaire face à l'ampleur du choc subi. Le temps était à l'urgence.

Il est temps aujourd'hui d'engager une réponse d'un autre ordre. La bataille de la paix ne se gagnera pas que par la voie de la guerre. Nous appelons de nos vœux un **pacte de solidarité** en France et avec le monde. Un monde qui présente un visage bien abimé. Les inégalités vont croissant. La misère, l'exclusion ou la guerre jettent dans les mers et aux frontières de nombreux pays, des milliers d'innocents. Les fractures identitaires se multiplient, nourries par des agitations populistes désastreuses. Les injustices faites aux peuples opprimés et sans nation sont légion. Sur les marches du travail informel et du chômage, des millions de jeunes sont pris en étau faute de perspectives d'avenir. L'urgence sociale appelle !

Il est temps aujourd'hui de faire de la solidarité internationale une priorité. Sans ce combat résolu, la stabilité n'est qu'un vain mot. Face à l'embrigadement par le fanatisme, l'éducation, la santé, le travail et le droit à une vie digne dans un environnement sain, sont les véritables et seuls ferments de paix. Cela n'est possible qu'avec des moyens dévolus à l'aide au développement à la hauteur de l'enjeu. Vos récentes annonces sur l'adossement de l'Agence française de développement à la Caisse de dépôts constituent un signal notable, mais la réforme ne sera un succès que si elle contribue d'abord à la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Depuis 6 ans, la France a sans cesse réduit ses crédits budgétaires en la matière. Son aide publique qui ne représente que 0,36 % du revenu national brut, a été divisée par deux. Sa structure fortement déséquilibrée en faveur des prêts, empêche toute politique ambitieuse en faveur des plus pauvres. Monsieur le Président, la France ne peut se limiter au rôle du gendarme ou du prêteur aux pays à revenus intermédiaires. Son image et sa force se sont longtemps nourries d'autre chose. De sa capacité à incarner une République à la hauteur de ses principes fondateurs et de ses idéaux.

Le choc et les conséquences des attentats dans notre pays et en Europe, nous font enfin craindre l'accroissement d'amalgames désastreux par la stigmatisation de concitoyens ou des étrangers, migrants ou réfugiés. A ce propos, la France n'a pas su être à la hauteur de cette crise humanitaire. La *Jungle* de Calais est absolument indigne d'elle. « Accueillir et raccompagner dignement » ne nous paraît pas conforme à la tradition séculaire de notre pays. Sachons accueillir dignement d'abord ! L'Europe, première puissance économique du monde a peur du poids de son quota de réfugiés et se barricade alors que nombre de pays pauvres assument souvent seuls un accueil bien plus massif. Le repli territorial ou identitaire, la peur et la haine de l'autre sont les ingrédients d'une histoire explosive déjà vécue sur notre continent. Où est l'Europe de la solidarité et des droits, notamment ceux de la mobilité et de l'asile, au cœur des droits humains ?

Monsieur le Président, le développement des pays les plus pauvres comme de nos quartiers populaires, contribuera encore plus assurément à la paix que les bombes. Notre pays a accueilli avec succès la Conférence pour le Climat en décembre dernier. Faites de cet élan diplomatique l'occasion de bousculer les égoïsmes européens et d'amplifier des engagements français pour le développement durable et la solidarité. Il y a urgence pour que renaisse une politique publique ambitieuse dans ce domaine et pour que la réforme de l'AFD en soit une véritable consécration.

Premiers signataires : Coordination SUD, CRID, Secours Islamique, AVSF, Forim, Handicap International, Étudiants et développement, CFSI, Première Urgence Internationale, GRDR, Emmaüs International, Gret, Aides, Haut Conseil des Maliens de France, Solthis, Unadel, Solidarité Laïque, Frères des Hommes...

Liste complète des signataires sur : www.coordinationsud.org